LA PROPRIÉTÉ DES EMPLOYEURS AU QUÉBEC EN 2003 SELON LE GROUPE D'APPARTENANCE LINGUISTIQUE

par François Vaillancourt
et Luc Vaillancourt

Janvier 2005

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Québec

LA PROPRIÉTÉ DES EMPLOYEURS AU QUÉBEC EN 2003 SELON LE GROUPE D'APPARTENANCE LINGUISTIQUE

par François Vaillancourt
et Luc Vaillancourt

Janvier 2005

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

REMERCIEMENTS

Cette étude a été menée à bien grâce à des fonds de recherche fournis par le Conseil supérieur de la langue française (CSLF) et à des données obtenues de l'Office québécois de la langue française (OQLF). Les auteurs remercient Pierre Georgeault (CSLF) et Pierre Bouchard (OQLF) de leur intérêt et de leur soutien et Coralie Grozner, Linda Lee et Alain Vaillancourt pour leur assistance de recherche.

LES AUTEURS

François Vaillancourt est professeur titulaire au Département de sciences économiques à l'Université de Montréal.

Luc Vaillancourt est étudiant en économie et histoire à l'Université McGill.

Cette étude est dédiée à André Raynauld, pionnier de l'étude du statut économique des francophones du Québec.

Dépôt légal – 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-43809-4

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1

CHAPITRE 1 : LES DONNÉES ET LA MÉTHODOLOGIE 2

1.1 L'UNIVERS DES EMPLOYEURS QUÉBÉCOIS 2

Employeurs privés 2

Employeurs publics 6

1.2 L'ÉTABLISSEMENT DE LA PROPRIÉTÉ 7

Employeurs privés 7

Employeurs publics 8

1.3 L'IMPORTANCE DES EMPLOYEURS 8

CHAPITRE 2 : LE CONTRÔLE DE L'ÉCONOMIE EN 2003 15

2.1 PRIMAIRE 16

2.2 SECONDAIRE 17

Secteur manufacturier 17

Secteur de la construction 20

2.3 TERTIAIRE 20

Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique 21

Le commerce 22

Finance, assurances et affaires immobilières 23

Les services publics et privés 24

Les administrations publiques 27

2.4 L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE 29

CHAPITRE 3 : L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ DES ENTREPRISES, 1961-2003 33

CONCLUSION 43

ANNEXE A 44

TABLEAU A.1 – IMPORTANCE DES EMPLOIS AU SEIN DES FIRMES DE 10 EMPLOYÉS ET MOINS, 1998, QUÉBEC 44

TABLEAU A.2 – PROPRIÉTÉ PAR SECTEUR ET TAILLE DÉTAILLÉE, 2003, QUÉBEC 47

BIBLIOGRAPHIE 57

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 – Nombre d'employeurs dans la base de données : échantillons et nombre d'employeurs codés, 2003, Québec 4
Tableau 1.2 – Emploi par secteur : REQ-OQLF-Les Affaires, 2003; emploi Recensement, 2001 et nombre d'employeurs par secteur et taille, Québec 12
Tableau 2.1 – Secteur primaire : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 16
Tableau 2.2 – Secteur manufacturier : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 18
Tableau 2.3 – Construction : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003 Québec 20
Tableau 2.4 – Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 21
Tableau 2.5 – Commerce de gros et de détail : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 22
Tableau 2.6 – Finance, assurances et affaires immobilières : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 23
Tableau 2.7 – Services de santé et services sociaux : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 25
Tableau 2.8 – Enseignement : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 25
Tableau 2.9 – Services : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 26
Tableau 2.10 – Administration publique : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec 29
Tableau 2.11 – Ensemble de l'économie : emploi Recensement, 2003, Québec 30
Tableau 2.12 – Ensemble de l'économie : répartition du contrôle en pourcentage, 2003, Québec 31
Tableau 3.1 – Comparaison de la propriété des employeurs du Québec par secteur : 1961, 1978, 1987, 1991, 2003, pourcentage de contrôle 34
Tableau 3.2 – Comparaison de la propriété des employeurs du secteur manufacturier du Québec par sous-secteur : pourcentage de contrôle, 1978, 1987 et 1991 37

INTRODUCTION

L'objectif de cette étude est d'établir l'importance, en tant qu'employeur, des groupes francophone canadien, anglophone (non francophone) canadien et étranger au sein de l'économie québécoise en 2003. La propriété des entreprises est un déterminant important de divers comportements économiques et linguistiques au Québec. Or, les dernières données sur le sujet remontant à 1991, il nous a semblé utile de les mettre à jour dans le but de permettre aux décideurs publics et au grand public de disposer de plus amples informations à ce sujet. Nous l'avons fait pour l'année 2003 pour disposer des données les plus récentes. Nous avons utilisé une approche favorisant la comparabilité des résultats avec ceux de 1991.

Cette étude se divise en trois chapitres. Dans le premier, nous présentons les données et la méthodologie utilisées, dans le second, la propriété de l'économie québécoise et de ses divers secteurs en 2003 et dans le troisième, l'évolution du contrôle de l'économie québécoise de 1961 à 2003. On trouve en annexe deux tableaux auxiliaires.

CHAPITRE 1 : LES DONNÉES ET LA MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre, qui porte sur les données et la méthodologie utilisées dans l'étude, se divise en trois sections. Nous présentons tout d'abord les données utilisées en vue d'établir, pour l'année 2003, l'univers des employeurs québécois, puis les critères d'établissement de la propriété et, enfin, les données utilisées pour déterminer l'importance des trois groupes de propriétaires.

1.1 L'UNIVERS DES EMPLOYEURS QUÉBÉCOIS

Employeurs privés

Notre principale source d'information pour déterminer l'univers des employeurs privés œuvrant au Québec en 2003, est un fichier Excel fourni par l'Office québécois de la langue française. Ce fichier est tiré des informations obtenues du Registre des entreprises du Québec (REQ), le successeur du Fichier central des entreprises (FCE); il sera appelé fichier REQ ci-après. Toute entreprise faisant affaire au Québec doit être immatriculée au REQ, nommément celles qui ont les caractéristiques suivantes[1]:

- la personne physique qui exploite une entreprise individuelle au Québec, sous un nom ne comprenant pas son nom de famille et son prénom;
- la société en nom collectif ou en commandite constituée au Québec;
- la société qui n'est pas constituée au Québec si elle y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise, ou y possède un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque;
- la personne morale de droit privé qui est constituée en vertu d'une loi du Québec;
- la personne morale de droit privé qui n'est pas constituée au Québec (fédérale, d'autres provinces ou d'autres pays) mais qui y a son domicile (siège), y exerce une activité ou y exploite une entreprise ou encore y possède un droit immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque.

1. Tiré de http://www.req.gouv.qc.ca/a_propos/registre/obligation_immat.htm.

Les données de ce fichier proviennent d'un formulaire rempli annuellement, règle générale durant la période janvier-avril. Ceci fait que les informations décrites ci-après portent essentiellement sur 2003. On y pose des questions, entre autres, sur quatre éléments, soit le type d'activité, les principaux actionnaires (maximum 3 avec indication du rang et du statut majoritaire ou non du premier), la composition du conseil d'administration et le nombre de salariés œuvrant au Québec[2]. Le premier élément est traité par le REQ pour attribuer un code d'activité économique qui utilise la « Classification type des industries » (CTI) de 1981 et non pas le « Système de classification des industries de l'Amérique du Nord » (SCIAN 1997 ou 2002). Les deuxième et troisième éléments sont inscrits au REQ. Quant au nombre d'employés, il sert à associer l'entreprise à l'une des douze catégories de taille utilisées par le REQ en 2004[3].

Le fichier REQ compte 33 931 entités de 11 employés et plus enregistrées auprès du REQ. Étant donné le nombre élevé d'entreprises, la nécessité d'établir la propriété de toutes celles que nous étudions et les ressources disponibles, nous avons choisi d'étudier l'ensemble[4] des entreprises qui emploient 50 personnes et plus ainsi qu'un échantillon valide par secteur et de taille raisonnable de celles qui en emploient moins de 50.

Nous avons utilisé les renseignements sur le nombre de petits employeurs par secteur pour déterminer les fractions d'échantillonnage rapportées au tableau 1.1. Notre objectif était de nous assurer d'un nombre raisonnable de petits employeurs, comparable à celui utilisé en 1991 et jamais inférieur à 30 par secteur étudié[5]. Nous utiliserons donc de l'information sur 3 202 firmes de moins de 50 employés, soit 13 % des employeurs de cette taille du fichier REQ. De plus, nous traiterons 4 935 firmes de 50 employés et plus, pour un total de 8 137 employeurs dans le fichier REQ.

2. Voir le questionnaire à http://www.req.gouv.qc.ca/formulaires/loi_publicite/11101_immat_pm_init.pdf.
3. Les catégories sont décrites à la section 1.3.
4. Sauf pour sept secteurs où nous utilisons un échantillon de 50 % étant donné le nombre d'entreprises : voir le tableau 1.1.
5. Sauf lorsque le nombre total de firmes ciblées est inférieur à 30. Comme l'échantillon de 2003 porte sur les firmes de 10-50 employés et celui de 1991 sur celles de 1-50 employés, l'échantillon de 2003 est plus substantiel, ce qui est approprié étant donné l'utilisation des informations sur les firmes de taille 10-24 pour établir la propriété des firmes de taille 1-10.

Tableau 1.1 – Nombre d'employeurs dans la base de données : échantillons et nombre d'employeurs codés, 2003, Québec

	Employeurs de 10 à 49 employés	Employeurs de 50 employés et plus	Ensemble des firmes	Échantillon 10-49 Fraction d'échantil-lonnage en %	Échantillon 10-49	Nombre total d'employeurs codés
Secteur primaire						
Agriculture (01, 02)	363	57	420	20	72	129
Forêts (04, 05)	269	105	374	20	54	159
Pêche et piégeage (03)	18	4	22	100	18	22
Mines, carrières et puits de pétrole (06 à 09)	71	43	114	50	37	80
Secteur secondaire						
Industries manufacturières						
Aliments et boissons (10, 11)	341	161	502	10 : 20 11 : 100	88	249
Tabac (12)	4	2	6	100	4	6
Caoutchouc et produits en matière plastique (15, 16)	176	104	280	20	35	139
Cuir (17)	32	17	49	100	32	49
Textile (18, 19)	137	64	201	30	42	106
Habillement (24)	468	185	653	20	96	238
Bois (25)	439	172	611	20	86	213
Meuble et articles d'ameublement (26)	246	88	334	20	48	136
Papiers et produits en papier (27)	78	66	144	50	41	107
Imprimerie, édition et industries connexes (28)	420	104	524	20	83	187
Première transformation des métaux (29)	107	67	174	50	56	123
Produits métalliques (30)	549	144	693	20	107	209

Machinerie (sauf électrique) (31)	186	64	250	30	57	121
Matériel de transport (32)	98	59	157	50	50	109
Produits électriques et électroniques (33)	166	98	264	30	49	147
Produits minéraux non métalliques (35)	112	56	168	50	57	113
Produits du pétrole et du charbon (36)	13	5	18	100	13	18
Industries chimiques (37)	172	79	251	30	53	132
Autres industries manufacturières (39)	399	138	537	20	80	218
Construction (40, 42, 44)	2 100	267	2 367	10	207	474
Secteur tertiaire						
Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique						
Transport et entreposage (45, 46, 47)	1 147	252	1 399	10	112	296
Communications (48)	187	71	258	30	57	128
Services publics (49)	87	13	100	50	44	57
Commerce						
Commerce de gros (50 à 59)	2 303	552	2 855	10	229	781
Commerce de détail (60 à 69)	4 173	937	5 110	05	205	828
Finance, assurances et affaires immobilières						
Finance (70, 71, 72, 74)	1 052	321	1 373	10	106	427
Assurances (73)	68	55	123	50	35	90
Affaires immobilières (75, 76)	483	81	564	10	51	132

Services socioculturels, commerciaux et personnels						
Enseignement (85)	S.O.	S.O.	S.O.			
Services de santé et services sociaux (86)	S.O.	S.O.	S.O.			
Autres						
Divertissements et loisirs (96)	765	182	947	10	81	263
Services aux entreprises (77)	2 091	536	2 627	10	208	613
Services personnels (91, 92, 97)	4 049	488	4 537	05	203	518
Autres services (99)	608	145	753	10	60	205
Administration publique						
Fédérale (81)	S.O.	S.O.	S.O.			
Provinciale (82)	S.O.	S.O.	S.O.			
Locale (83)	S.O.	S.O.	S.O.			

Note : Nous avons également utilisé des échantillons de 50 % pour les employeurs de 50 à 100 employés dans les secteurs suivants (taille de l'échantillon entre parenthèse) :

habillement : (54);

bois : (55);

produits métalliques : (41);

transports – sous-secteur 45 : (76);

commerce de détail : (326);

services aux entreprises : (146);

services personnels : (149).

Les employeurs sont classés par secteur selon le CTI du fichier REQ. Les reclassifications faites lors de l'examen détaillé des données avant la production des évaluations de propriété par secteur ne sont pas prises en compte ici.

Source : calculs des auteurs à l'aide du fichier REQ.

Employeurs publics

Nous utiliserons deux listes, soit une obtenue du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et l'autre du ministère de la Santé et des Services sociaux : nous en discuterons plus en détail au chapitre 2.

Nous devons noter ici que les données du fichier REQ ont quelques faiblesses. La plus importante est que l'on y retrouve souvent comme nombre d'employés le nombre de membres pour les syndicats ou le nombre de copropriétaires pour les copropriétés. Nous avons corrigé ceci, en utilisant des informations complémentaires. La deuxième faiblesse est l'attribution d'un nombre d'emplois trop élevé à des firmes; ainsi certains restaurants dont on peut vérifier l'existence (bottins téléphoniques, web) dans un petit village québécois se voient attribuer un code correspondant à 750-999 employés, ce qui les classe parmi les cinq cents plus grands employeurs du Québec. Nous avons également apporté des corrections. Troisièmement, certains employeurs supposément de grande taille selon le fichier REQ ne sont pas connus des auteurs et n'apparaissent dans aucune autre liste (Office québécois de la langue française, Affaires, Industrie Canada) : dans ce cas, nous les avons éliminés de l'échantillon. Quatrièmement, des employeurs manquent. La liste a été ajustée pour tenir compte de certaines omissions, telles que l'absence de la Société canadienne des postes et de la Société de transport de Montréal (STM). Finalement, les secteurs d'activité indiqués au fichier REQ ne sont pas toujours ceux trouvés dans le fichier OQLF[6]. Nous avons donc dû utiliser nos connaissances quant à l'activité des employeurs pour les associer au secteur approprié[7].

1.2 L'ÉTABLISSEMENT DE LA PROPRIÉTÉ

Employeurs privés

Une fois établie la liste des entreprises québécoises répondant à nos critères, il faut en déterminer la propriété. L'identification des propriétaires d'entreprises privées a été faite principalement à partir des informations sur les conseils d'administration et sur les liens entre les entreprises que l'on trouve dans la base de données du REQ. Ces informations sont celles disponibles entre mai et juillet 2004 dans le site informatique du REQ. Nous les avons complétées lorsque nécessaire avec des renseignements tirés du DOC (disque optique compact) *Liens de parenté entre corporations* de Statistique Canada pour 2001[8]. Dans cette étude, lorsque les sociétés sont imbriquées les unes dans les autres, c'est le concept du propriétaire ultime qui prévaut pour établir la propriété. Ainsi le quotidien *La Presse* appartient à Gesca, qui appartient à Power Corporation, qui appartient à Paul Desmarais et Associés, actionnaire majoritaire.

---

6. Décrit à la section 1.3.
7. Dans un cas, une entreprise exerçant des activités de raffinage et de distribution de produits pétroliers au Québec était codée sous Mines, carrières et puits de pétrole, dans le fichier REQ.
8. Ce sont les informations les plus récentes qui soient disponibles.

Diverses informations sur le propriétaire, premier ou ultime (raison sociale, localisation du siège social, attribution du contrôle par Statistique Canada) nous permettent de savoir si une entreprise est de propriété canadienne ou étrangère. Pour départager les entreprises canadiennes, incluant les sociétés de la Couronne, entre non francophones et francophones, nous devons utiliser la langue maternelle des actionnaires. Lorsque cette donnée n'est pas disponible, nous employons comme critère la consonance des noms des membres du conseil d'administration de chaque entreprise, ou celui de son propriétaire ultime. En cas de doute, ce qui se produit dans très peu de cas, nous classons l'entreprise comme non francophone, de façon à nous assurer de ne pas surestimer l'importance des francophones. De plus, étant donné que la presque totalité des non-francophones sont des anglophones et que des études antérieures ont traité soit des Canadiens anglais soit des anglophones, nous utiliserons le terme « anglophones » pour désigner les « non-francophones[9] ».

Employeurs publics

Pour répartir entre anglophones et francophones les employeurs des secteurs public et parapublic, nous avons utilisé la composition des conseils d'administration pour les établissements de santé et de services sociaux, la langue d'enseignement des élèves pour l'éducation et la langue maternelle de la majorité des électeurs pour l'administration fédérale, l'administration provinciale et les administrations municipales.

1.3 L'IMPORTANCE DES EMPLOYEURS

Une fois la propriété des employeurs connue, il reste à mesurer l'importance relative des trois groupes de propriétaires. Plusieurs indicateurs peuvent être utilisés, tels que l'actif, le chiffre d'affaires, l'emploi ou les ventes. Afin d'obtenir des données que l'on puisse agréger à l'échelle de l'ensemble de l'économie québécoise, nous avons choisi, premièrement, d'établir l'importance de chaque groupe de propriétaires au sein d'un secteur spécifique, autant que possible par l'emploi, et deuxièmement, d'utiliser le nombre d'emplois par secteur, en 2001, tel qu'établi par le Recensement de 2001. L'utilisation de l'emploi plutôt que d'un autre indicateur pour dégager l'importance des trois groupes de propriétaires au sein d'un secteur donné est préférable, car les pourcentages ainsi obtenus

9. La démarche décrite précédemment a été utilisée pour l'ensemble des employeurs du secteur privé, sauf les cabinets de médecins et de dentistes pour lesquels nous avons utilisé la langue maternelle des médecins et dentistes. Voir le chapitre 2 pour plus de détails.

peuvent être utilisés pour répartir l'emploi total du secteur entre les trois groupes. Le choix du Recensement pour calculer le poids relatif de chaque secteur au sein de l'économie québécoise assure la cohérence des comparaisons intersectorielles en 2003 et intertemporelles entre 1987 – 1991 et 2003. Nous aurions aimé retenir l'emploi pour 2003 tiré de l'Enquête sur la population active (EPA), mais malheureusement ces informations ne sont pas disponibles selon la CTI mais seulement selon le SCIAN. Or comme noté auparavant, les entreprises sont codées au REQ selon la CTI[10].

Comme nous l'avons indiqué plus tôt, les données d'emploi du fichier REQ sont arrangées par catégories pour les entreprises comptant au moins un employé. On y compte les douze catégories décrites ci-après :

10. Il est théoriquement possible de passer de la CTI au SCIAN mais ceci requiert des codes CTI très précis; le codage du fichier REQ ne nous semble pas suffisamment fiable pour y arriver.

Catégories et points milieu, REQ

Catégorie (Nombre d'employés)	Point milieu
1 - 5	2,5
6 - 10	8,0
11 - 25	18,0
26 - 49	37,5
50 - 99	74,5
100 - 249	174,5
250 - 499	374,5
500 - 749	624,5
750 - 999	874,5
1 000 - 2 499	1 749,5
2 500 - 4 999	3 749,5
Plus de 5 000	-

Pour les entreprises de 11 à 250 employés, nous avons présumé que leur nombre était celui du point milieu de la catégorie d'emploi rapportée. Pour les entreprises de plus de 250 employés, nous avons utilisé des données tirées des fichiers de l'Office québécois de la langue française (fichier OQLF, courtoisie de P. Bouchard) et d'autres extraites de la liste des 500 plus grands employeurs compilée par la revue *Les Affaires*[11]. Quand ces sources faisaient défaut (rarement), nous nous sommes servi du point milieu du nombre d'employés.

Comme indiqué ci-devant, le fichier REQ porte sur les entreprises de plus de 10 employés. Pour bien représenter la réalité québécoise en 2003 et pouvoir comparer avec les études antérieures, nous devons corriger pour l'absence des employeurs de moins de 10 employés. Pour évaluer le nombre de personnes travaillant pour des employeurs de 1 à 4 employés ou de 5 à 10 employés par secteur, nous nous sommes basés sur 4 éléments. Dans le cas du secteur des Forêts, ils se présentent comme ceci :
- le % d'employés au Québec travaillant pour des employeurs de 1 à 4 employés au Québec en 1998 (tableau A.1). Pour le secteur Forêts (04, 05), ce % est de 27,8 %;

11. Voir Les 500 au Québec sous « Super 500 » au http://www.lesaffaires.com/index.asp.

- le % d'employés au Québec travaillant pour des employeurs de 5 à 10 employés pour le Québec en 1998 obtenu en multipliant le % d'employés pour des employeurs de 5 à 19 employés par 0,4 (tableau A.1). Pour le secteur Forêts (04, 05), ce % est de 8,9 % (22,2 % * 0,4);
- le nombre d'emplois calculé par les auteurs pour les entreprises de 11 à 50 employés, dans le cas du secteur Forêts (04, 05), ce nombre est 6 872 (tableau A.2);
- le nombre d'emplois calculé par les auteurs pour les entreprises de 50 employés et plus, dans le cas du secteur Forêts (04, 05), ce nombre est de 13 470 (tableau A.2).

Pour ce qui est des calculs :

1) Nous additionnons le % d'employés travaillant pour des employeurs de 1 à 4 employés et celui des employés travaillant pour des employeurs de 5 à 10 employés. Dans le cas du secteur Forêts (04, 05), nous obtenons ainsi 36,7 % (27,8 % + 8,9 %).
2) Nous calculons un ratio (en divisant 1 par (1 — le % obtenu précédemment)) que nous multiplierons par la somme des employés dans les entreprises de 11 à 50 employés et celle des entreprises de 50 employés et plus. Ainsi nous obtenons le nombre total d'employés pour un secteur. Par exemple, dans le cas du secteur des Forêts (04, 05), nous multiplions le nombre d'employés des employeurs de plus de 11 employés (6 872 + 13 470 = 20 342), par le ratio suivant : 1/ (1-0,367) = 1,58. Nous obtenons donc pour le secteur des Forêts (04, 05) un nombre d'employés total de 32 136 (1,58 * 20 342).
3) À partir du nombre d'employés total obtenu grâce à nos calculs, nous pouvons savoir combien d'employés travaillent pour des employeurs de 10 employés ou moins. Pour le secteur des Forêts (04, 05), ce nombre est 32 136 – 20 342 = 11 794.
4) Nous établissons le contrôle par groupe linguistique pour les 10 employés et moins en leur appliquant les % de contrôle des 11 – 25 employés.

Nous présentons au tableau 1.2 le nombre total d'emplois par secteur selon nos estimations et l'emploi Recensement du secteur[12]. De plus, nous y indiquons le nombre d'employeurs de taille 10-49 et 50 + effectivement attribué à chaque secteur après les différentes corrections décrites ci-devant. La plus importante divergence entre les nombres

12. Pour l'emploi utilisé pour établir la propriété, il s'agit de l'emploi par secteur après correction des données REQ pour les entreprises manquantes, les tailles erronées et les codes CTI incorrects.

des tableaux 1.1 et 1.2 s'observe dans le secteur de la Finance et elle est due au traitement du Mouvement Desjardins comme un tout, ce qui exige le retrait de l'échantillon des petits employeurs des Caisses populaires qu'on y trouve.

Tableau 1.2 – Emploi par secteur : REQ-OQLF-Les Affaires, 2003; emploi Recensement, 2001 et nombre d'employeurs par secteur et taille, Québec

Secteurs	Emploi utilisé pour établir la propriété (REQ-OQLF-Les Affaires)	Emploi Recensement	Firmes dans l'échantillon de 10 à 49	Firmes dans l'échantillon de 50 et plus
Secteur primaire	116 122	122 905	181	205
Agriculture (01, 02)	65 607	76 070	72	56
Forêts (04, 05)	32 137	4 665	54	101
Pêche et piégeage (03)	4 042	25 835	18	4
Mines, carrières et puits de pétrole (06 à 09)	14 336	16 335	37	44
Secteur secondaire	703 559	815 160	1 284	1 843
Industries manufacturières	560 787	644 035	1 077	1 579
Aliments et boissons (10, 11)	55 702	63 855	88	166
Tabac (12)	1 236	1 970	4	2
Caoutchouc et produits en matière plastique (15, 16)	30 027	30 290	35	109
Cuir (17)	3 634	5 490	32	17
Textile (18, 19)	18 526	26 155	42	67
Habillement (24)	53 886	62 095	96	147
Bois (25)	46 520	55 755	86	129
Meuble et articles d'ameublement (26)	25 780	31 900	48	89
Papiers et produits en papier (27)	41 435	35 940	41	71
Imprimerie, édition et industries connexes (28)	42 172	44 730	83	104
Première transformation des métaux (29)	29 984	28 020	56	67

Produits métalliques (30)	40 618	49 235	107	106
Machinerie (sauf électrique) (31)	14 304	23 790	57	64
Matériel de transport (32)	42 531	57 175	50	62
Produits électriques et électroniques (33)	35 092	50 200	49	102
Produits minéraux non métalliques (35)	13 000	14 555	57	55
Produits du pétrole et du charbon (36)	4 818	2 055	13	5
Industries chimiques (37)	29 321	29 130	53	83
Autres industries manufacturières (39)	32 201	31 695	80	134
Construction (40, 42, 44)	142 772	171 125	207	264
Secteur tertiaire			1 344	2 958
Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique	195 979	253 375	213	280
Transport et entreposage (45, 46, 47)	109 378	146 310	112	190
Communications (48)	62 110	73 280	57	74
Services publics (49)	24 491	33 785	44	16
Commerce	552 209	645 540	434	1 161
Commerce de gros (50 à 59)	185 301	201 080	229	537
Commerce de détail (60 à 69)	366 908	444 460	205	624
Finance, assurances et affaires immobilières	180 095	179 250	145	452
Finance (70, 71, 72, 74)	123 308	94 935	67	313
Assurances (73)	25 001	34 120	27	57
Affaires immobilières (75, 76)	31 786	50 195	51	82

Services socioculturels, commerciaux et personnels	S.O.	639 290	S.O.	S.O.
Enseignement (85)	S.O.	253 180	S.O.	S.O.
Services de santé et services sociaux (86)	S.O.	386 110	S.O.	S.O.
Autres	569 369	767 810	552	1 065
Divertissements et loisirs (96)	72 729	67 840	81	186
Services aux entreprises (77)	198 689	281 970	208	414
Services personnels (91, 92, 97)	237 543	291 895	203	319
Associations (98)	S.O.	38 600	S.O.	S.O.
Autres services (99)	60 408	87 505	60	146
Administration publique	S.O.	220 050	S.O.	S.O.
Fédérale (81)	S.O.	80 140	S.O.	S.O.
Provinciale (82)	S.O.	72 010	S.O.	S.O.
Locale (83)	S.O.	67 900	S.O.	S.O.

Sources : emploi REQ-OQLF-Les Affaires : voir dans le texte;
emploi Recensement, tableau thématique du Recensement travail Rémunéré n° 86, 7F0012XCB01050 au catalogue, consulté à http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/standard/themes/ListProducts.cfm?Temporal=2001&APATH=3&THEME=46&FREE=0.

L'examen des deux premières colonnes du tableau 1.2 permet de constater que l'emploi calculé par nos soins correspond assez bien à celui du Recensement dans la plupart des secteurs. Ce sont dans ceux à forte saisonnalité (forêts, pêche) ou dans ceux avec plus de travailleurs à temps partiel que les différences sont les plus marquantes.

CHAPITRE 2 : LE CONTRÔLE DE L'ÉCONOMIE EN 2003

Dans ce chapitre, nous présenterons le portrait de la répartition du contrôle entre les différents types d'employeurs du Québec en 2003, d'abord par secteur et sous-secteur d'activité économique, ensuite pour l'ensemble de l'économie. Nous suivrons l'ordre usuel et commencerons par le secteur primaire, suivi des secteurs secondaire et tertiaire. Nous présentons, pour chaque secteur et sous-secteur, les pourcentages de contrôle francophone, anglophone et non canadien et le nombre d'emplois Recensement sous le contrôle de chacun des groupes. Ces pourcentages ont été calculés dans la plupart des cas à l'aide de l'emploi des employeurs œuvrant dans un secteur ou sous-secteur.

2.1 PRIMAIRE

Les résultats sur la répartition du contrôle du secteur primaire, qui comprend l'agriculture, les forêts, la pêche, le piégeage ainsi que le secteur minier, sont présentés au tableau 2.1. À sa lecture, on peut constater que, mis à part les mines, carrières et puits de pétrole, la propriété y est essentiellement canadienne. Au total, la propriété francophone représente 82,6 %, la propriété anglophone, 12,1 % et la propriété non canadienne, 5,3 % de l'emploi.

Tableau 2.1 – Secteur primaire : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Secteur Primaire	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Agriculture (01, 02)	%	1,6 %	8,7 %	89,6 %	100 %
	Emploi	1 251	6 629	68 190	76 070
Forêts (04, 05)	%	5,2 %	7,9 %	86,9 %	100 %
	Emploi	242	369	4 054	4 665
Pêche et piégeage (03)	%	0,4 %	11,3 %	88,2 %	100 %
	Emploi	115	2 921	22 799	25 835
Mines, carrières et puits de pétrole (06 à 09)	%	29,8 %	30,6 %	39,5 %	100 %
	Emploi	4 871	5 004	6 459	16 335
Total	%	5,3 %	12,1 %	82,6 %	100 %
	Emploi	6 480	14 923	101 503	122 905

Sources : pourcentage de propriété : tableau A.2;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

2.2 SECONDAIRE

On trouve ici les entreprises manufacturières et les entrepreneurs en construction.

Secteur manufacturier

Comme l'indique le tableau 2.2, 48,8 % des emplois de ce secteur se trouvent dans des firmes sous contrôle francophone, 25,7 % dans des firmes sous contrôle anglophone et 25,4 % dans des firmes sous contrôle non canadien. Ces pourcentages varient cependant d'un sous-secteur manufacturier à un autre. Ainsi, le contrôle non canadien est très élevé dans l'industrie des produits du pétrole et du charbon (72,1 %), dans l'industrie des produits électriques et électroniques (61,2 %), dans les industries chimiques (57 %) et dans l'industrie du tabac (56,1 %); il est élevé dans l'industrie des papiers et des produits en papier (50,8 %) et dans l'industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique (42,8 %). Par ailleurs, il se révèle très faible dans l'industrie du meuble et des articles d'ameublement (6,1 %), dans l'industrie des produits métalliques (6,8 %), dans l'industrie du bois (7,1 %), dans l'industrie du cuir (7,6 %) et dans le domaine de l'imprimerie, de l'édition et des industries connexes (8,1 %). Les francophones contrôlent un haut pourcentage de l'industrie du bois (74,9 %), de celle de l'imprimerie, de l'édition et des industries connexes (74,8 %), de celle du meuble et des articles d'ameublement (74 %) et de celle des produits métalliques (70,9 %); ils sont aussi majoritaires dans l'industrie de la machinerie (sauf électrique) (64,2 %), dans celle des aliments et boissons (53 %), dans celle du cuir (54,7 %), dans celle du matériel de transport (53,2 %) et dans celle des produits minéraux non métalliques (51,8 %). Quant aux anglophones, ils sont particulièrement présents dans l'industrie de l'habillement (53 %), de la première transformation des métaux (47,7 %), du textile (41,9 %) et du tabac (41,5 %).

Tableau 2.2 – Secteur manufacturier : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Industries manufacturières	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Aliments et boissons (10, 11)	%	20,8 %	26,3 %	53 %	100 %
	Emploi	13 253	16 786	33 816	63 855
Tabac (12)	%	56,1 %	41,5 %	2,3 %	100 %
	Emploi	1 106	818	46	1 970
Caoutchouc et produits en matière plastique (15, 16)	%	42,8 %	16,2 %	41 %	100 %
	Emploi	12 963	4 909	12 419	30 290
Cuir (17)	%	7,6 %	37,8 %	54,7 %	100 %
	Emploi	415	2 073	3 002	5 490
Textile (18, 19)	%	30 %	41,9 %	28,1 %	100 %
	Emploi	7 843	10 953	7 360	26 155
Habillement (24)	%	6,3 %	53 %	40,7 %	100 %
	Emploi	3 901	32 894	25 301	62 095
Bois (25)	%	7,1 %	18 %	74,9 %	100 %
	Emploi	3 975	10 021	41 759	55 755
Meuble et articles d'ameublement (26)	%	6,1 %	19,9 %	74 %	100 %
	Emploi	1 946	6 340	23 613	31 900
Papiers et produits en papier (27)	%	50,8 %	19 %	30,2 %	100 %
	Emploi	18 243	6 832	10 866	35 940
Imprimerie, édition et industries connexes (28)	%	8,1 %	17,2 %	74,8 %	100 %
	Emploi	3 606	7 680	33 444	44 730
Première transformation des métaux (29)	%	34,2 %	47,7 %	18,1 %	100 %
	Emploi	9 592	13 366	5 062	28 020
Produits métalliques (30)	%	6,8 %	22,3 %	70,9 %	100 %
	Emploi	3 348	10 963	34 924	49 235

Machinerie (sauf électrique) (31)	%	19,3 %	16,5 %	64,2 %	100 %
	Emploi	4 580	3 927	15 283	23 790
Matériel de transport (32)	%	32,1 %	14,7 %	53,2 %	100 %
	Emploi	18 358	8 378	30 439	57 175
Produits électriques et électroniques (33)	%	61,2 %	23,8 %	15 %	100 %
	Emploi	30 706	11 942	7 552	50 200
Produits minéraux non métalliques (35)	%	35,2 %	13 %	51,8 %	100 %
	Emploi	5 121	1 894	7 539	14 555
Produits du pétrole et du charbon (36)	%	72,1 %	14,5 %	13,4 %	100 %
	Emploi	1 482	299	275	2 055
Industries chimiques (37)	%	57 %	21 %	22 %	100 %
	Emploi	16 613	6 118	6 399	29 130
Autres industries manufacturières (39)	%	20,8 %	30,4 %	48,8 %	100 %
	Emploi	6 582	9 635	15 478	31 695
Total	%	25,4 %	25,7 %	48,8 %	100 %
	Emploi	163 633	165 826	314 576	644 035

Sources : pourcentage de propriété : tableau A.2;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

Secteur de la construction

Comme l'indique le tableau 2.3, dans ce secteur, la propriété est fortement canadienne (96,9 %) et francophone (83,9 %), qu'il s'agisse d'entrepreneurs généraux ou spécialisés. Cette forte présence canadienne et francophone s'explique par la nature très locale des activités.

Tableau 2.3 – Construction : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003 Québec

Construction	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Construction (40, 42, 44)	%	3,1 %	13 %	83,9 %	100 %
	Emploi	5 283	22 237	143 604	171 125

Sources : pourcentage de propriété : tableau A.2;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

2.3 TERTIAIRE

Le tertiaire comprend les cinq secteurs que voici :

1) transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique;
2) commerce de gros et de détail;
3) finance, assurances et affaires immobilières;
4) services publics et privés;
5) administration publique.

Chacun sera étudié à tour de rôle.

Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique

On trouve au tableau 2.4 l'information sur la répartition du contrôle dans ce secteur. On note tout d'abord le faible pourcentage (7 %) de la propriété étrangère, qui s'explique en partie par l'importance de la réglementation sur le contrôle étranger dans ce secteur. On observe ensuite que les francophones y occupent une place plus grande (54,7 %) que les anglophones (38,3 %) dans l'ensemble, mais avec des variations d'un sous-secteur à l'autre. L'importance des francophones dans les services d'utilité publique s'explique par la présence d'Hydro-Québec et de Noverco (distribution de gaz naturel), alors que dans le secteur du transport et de l'entreposage ainsi que celui des communications, l'importance de la propriété anglophone reflète les activités d'Air Canada, du Canadien National, de Via Rail, de Bell Canada et de la Société canadienne des postes au Québec, y compris celles de certains sièges sociaux.

Tableau 2.4 – Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Secteur tertiaire (1re partie)	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Transport et entreposage (45, 46, 47)	%	8 %	26 %	65,9 %	100 %
	Emploi	11 765	38 063	96 482	146 310
Communications (48)	%	7 %	79 %	14 %	100 %
	Emploi	5 108	57 922	10 250	73 280
Services d'utilité publique (49)	%	2,7 %	3,3 %	94 %	100 %
	Emploi	902	1 123	31 760	33 785
Total	%	7 %	38,3 %	54,7 %	100 %
	Emploi	17 774	97 108	138 493	253 375

Sources : pourcentage de propriété : tableau A.2;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

Le commerce

Comme l'indique le tableau 2.5, les francophones contrôlent 64 % de ce secteur, les anglophones, 23,8 % et les non-Canadiens, 12,3 %. Les francophones sont mieux représentés dans le commerce de détail que dans le commerce de gros, ce qui s'explique sans doute par le fait que ce commerce dessert plus directement le marché du Québec et que les coûts d'entrée dans le domaine du détail sont relativement faibles.

Tableau 2.5 – Commerce de gros et de détail : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Secteur tertiaire (2e partie)	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Commerce de gros (50 à 59)	%	20,3 %	25,7 %	54 %	100 %
	Emploi	40 844	51 584	108 652	201 080
Commerce de détail (60 à 69)	%	8,6 %	22,9 %	68,5 %	100 %
	Emploi	38 260	101 753	304 448	444 460
Total	%	12,3 %	23,8 %	64 %	100 %
	Emploi	79 104	153 337	413 099	645 540

Sources : pourcentage de propriété : tableau A.2;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

Finance, assurances et affaires immobilières

À l'aide du tableau 2.6, on peut constater que, bien que les non-Canadiens ne contrôlent que 9,3 % de l'emploi du secteur, ils contrôlent 24,8 % de l'emploi du sous-secteur de l'assurance. Les anglophones, quant à eux, contrôlent 30,4 % de l'emploi du secteur, mais sont légèrement mieux représentés dans le sous-secteur de la finance. Enfin, les francophones sont légèrement mieux représentés dans le sous-secteur des affaires immobilières (61,6 %) que dans l'ensemble du secteur (60,3 %).

La quasi-absence des firmes non canadiennes du secteur financier, où œuvrent les institutions de dépôt, telles les banques, les coopératives de dépôt et les fiducies, indique clairement l'impact des législations réglementant l'accès à ce secteur. Quant aux affaires immobilières, elles sont de nature plus locale et donc plus susceptibles d'être contrôlées par des francophones.

Tableau 2.6 – Finance, assurances et affaires immobilières : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Secteur tertiaire (3e partie)	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Finance (70, 71, 72, 74)	%	3,9 %	34,9 %	61,2 %	100 %
	Emploi	3 670	33 159	58 106	94 935
Assurances (73)	%	24,8 %	19,3 %	55,9 %	100 %
	Emploi	8 455	6 586	19 079	34 120
Affaires immobilières (75, 76)	%	9,1 %	29,3 %	61,6 %	100 %
	Emploi	4 562	14 692	30 940	50 195
Total	%	9,3 %	30,4 %	60,3 %	100 %
	Emploi	16 687	54 438	108 126	179 250

Sources : pourcentage de propriété : tableau A.2;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

Les services publics et privés

Le secteur des services comprend les services publics et les services privés. Différentes méthodes ont été utilisées pour trouver l'emploi et la répartition de l'emploi dans chacun des sous-secteurs.

Services publics

- Services de santé et services sociaux

Nous avons obtenu une liste pour 2001-2002 du ministère de la Santé et des Services sociaux nous donnant l'emploi pour 438 établissements du réseau de la santé, incluant des hôpitaux, CHSLD, CLSC, centres de réadaptation et foyers pour personnes âgées. Cette liste couvrait 172 944 emplois « équivalent temps complet » (ETC) et 238 559 emplois[13]. Nous avons utilisé cette liste, notre connaissance du secteur et de l'information sur les conseils d'administration[14] pour établir le contrôle anglophone à 11,2 % sur la base des emplois ETC. Nous avons par ailleurs attribué le contrôle des emplois dans les cabinets de médecins, chirurgiens et dentistes, dans les cabinets d'autres praticiens de la santé, dans ceux de spécialistes du domaine des services sociaux et dans les laboratoires médicaux et de santé selon l'importance des francophones dans le premier groupe, soit celui des médecins et dentistes. Nous avons utilisé l'information du recensement de 2001 sur la langue maternelle par occupation et divisé les allophones à parts égales entre anglophones et francophones[15].

13. Nous remercions madame Thomassin du MSSS de cet envoi.
14. On trouve cette information en consultant les informations pour chaque établissement qui se trouvent à http://206.167.52.17/appl/m02/M02ListeEtab.asp#LienRegion01.
15. Tableau thématique du Recensement travail rémunéré, no 86 97F0012XCB01050 au catalogue, consulté à : http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/standard/themes/ListProducts.cfm?Temporal=2001&APATH=3&THEME=46&FREE=0.

Tableau 2.7 – Services de santé et services sociaux : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Secteur tertiaire (4e partie)	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Services de santé et services sociaux - institutions	%	0 %	11,2 %	88,8 %	100 %
	Emploi	0	37 846	300 064	337 910
Cabinets et laboratoires	%	0 %	16,6 %	83,4 %	100 %
	Emploi	0	8 012	40 188	48 200
Total (86)	%	0 %	11,9 %	88,1 %	100 %
	Emploi	0	45 857	340 253	386 110

Sources : pourcentage : voir dans le texte;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

- Enseignement

Nous avons utilisé l'information du tableau 2.1.2 de la publication Statistiques de l'Éducation édition 2003[16] du ministère de l'Éducation portant sur l'effectif scolaire total en 2001-2002 par langue d'enseignement pour établir à 86,5 % la part des francophones dans ce secteur.

Tableau 2.8 – Enseignement : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Secteur tertiaire (5e partie)	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Enseignement (85)	%	0 %	13,5 %	86,5 %	100 %
	Emploi	0	34 179	219 001	253 180

Sources : pourcentage de propriété : voir dans le texte;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

Les résultats pour l'ensemble des services sont présentés au tableau 2.9. Dans les services publics, 87,5 % de l'emploi se trouve sous contrôle francophone et 12,5 % sous contrôle anglophone. Dans les services privés, ces proportions sont de 69,1 % pour les francophones, 21,2 % pour les anglophones et 9,7 % pour les non-Canadiens. La part de l'emploi à propriété non canadienne est plus élevée dans les services aux entreprises

16. Consulté à www.meq.gouv.qc.ca/sta/sta_edu/index-03.htm.

(17 %). Au total, les francophones contrôlent largement (77,5 %) le secteur des services.

Tableau 2.9 – Services : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Secteur tertiaire (6e partie)	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Services publics					
Enseignement (85)	%	0 %	13,5 %	86,5 %	100 %
	Emploi	0	34 179	219 001	253 180
Services de santé et services sociaux (86)	%	0 %	11,9 %	88,1 %	100 %
	Emploi	0	45 857	340 253	386 110
Sous-total	%	0 %	12,5 %	87,5 %	100 %
	Emploi	0	80 037	559 253	639 290
Services privés					
Divertissements et loisirs (96)	%	6 %	18,8 %	75,2 %	100 %
	Emploi	4 062	12 755	51 023	67 840
Services aux entreprises (77)	%	17 %	16,2 %	66,8 %	100 %
	Emploi	48 054	45 658	188 258	281 970
Services personnels (91, 92, 97)	%	5,1 %	27,5 %	67,3 %	100 %
	Emploi	15 017	80 341	196 537	291 895
Associations (98)	%	5,6 %	19,1 %	75,3 %	100 %
	Emploi	2 149	7 385	29 066	38 600
Autres services (99)	%	5,6 %	19,1 %	75,3 %	100 %
	Emploi	4 872	16 741	65 892	87 505
Sous-total	%	9,7 %	21,2 %	69,1 %	100 %
	Emploi	74 154	162 880	530 776	767 810
Total	%	5,3 %	17,3 %	77,5 %	100 %
	Emploi	74 154	242 917	1 090 030	1 407 100

Note : Nous avons utilisé la répartition pour les autres services dans le secteur des associations étant donné les problèmes relevés dans la mesure de l'emploi dans ce secteur au fichier REQ.

Sources : pourcentage de propriété : tableau A.2, sauf pour santé (2.7) et enseignement (2.8);
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

Les administrations publiques

Pour établir la propriété des organismes de l'administration publique, nous avons retenu comme critère la langue maternelle de la majorité des résidants[17], la traitant comme celle des électeurs. Nous avons donc classé l'administration fédérale comme anglophone et l'administration provinciale comme francophone. Quant aux administrations municipales, elles sont classées comme francophones si plus de 50 % de leurs résidants ont comme langue maternelle le français.

- Les administrations municipales

Elles appartiennent à quatre types : (1) les municipalités, (2) les communautés urbaines, (3) les municipalités régionales de comté et (4) les régies intermunicipales[18]. Les premières représentent près de 85 % des dépenses des administrations municipales.

Pour établir l'importance de chacune des municipalités, nous avons utilisé des données sur leur masse salariale en 2001. L'information sur la langue maternelle des résidants est tirée de Recensement 2001.

La masse salariale totale des municipalités en 2001 est de 2 417 101 775 $[19] : les municipalités anglophones y comptent pour 180 299 146 $ (7,5 %).

17. On peut trouver cette information à http://www12.statcan.ca/francais/profil01/PlaceSearchForm1_f.cfm.
18. On retrouve, dans les statistiques municipales, de l'information sur un cinquième type d'organisme, soit les entreprises de transport en commun. Celles-ci sont déjà couvertes dans cette étude sous la rubrique Transport.
19. Finances des organismes municipaux (rapports financiers de l'exercice 2001) http://www.mamsl.gouv.qc.ca/finances/org_muni_2001/org_mun_ex_2001.htm.

Les dépenses consolidées des administrations municipales se répartissaient de la façon suivante en 2001 :

Dépenses consolidées

	(000 $)	(%)
Municipalités	6 417 433	83,5
Communautés urbaines + CMM	912 107	11,9
M.R.C.	167 765	2,2
Régies intermunicipales	187 510	2,4
Total	7 684 815	100

Nous avons examiné les conseils d'administration des organismes autres que les municipalités et conclu que leur propriété était à 100 % francophone. Nous établissons donc la propriété francophone de l'ensemble du secteur à 93,8 %. Notons que nos résultats varient de façon marquée selon l'année retenue car le gros de l'emploi municipal sous contrôle anglophone se retrouve sur l'Île de Montréal. Pour 2002, nous obtenons une part anglophone de moins de 1 % étant donné la fusion. Mais vu les résultats des votes sur la défusion, nous avons choisi d'utiliser les % de 2001. Comme l'indique le tableau 2.10, des 220 050 emplois dans le secteur de l'administration publique, 61,7 % sont sous contrôle francophone et 38,3 % sous contrôle anglophone.

Tableau 2.10 – Administration publique : répartition du contrôle en pourcentage et emploi Recensement, 2003, Québec

Administration publique	Nombre d'emplois et % du total	Emploi sous contrôle			Total
		Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Fédérale (83)	%	0 %	100 %	0 %	100 %
	Emploi	0	80 140	0	80 140
Provinciale (82)	%	0 %	0 %	100 %	100 %
	Emploi	0	0	72 010	72 010
Locale (83)	%	0 %	6,2 %	93,8 %	100 %
	Emploi	0	4 210	63 690	67 900
Total	%	0 %	38,3 %	61,7 %	100 %
	Emploi	0	84 350	135 700	220 050

Sources : pourcentage : voir texte;
emploi Recensement tableau 1.2;
calculs des auteurs.

2.4 L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE

Le tableau 2.11 regroupe les informations sur l'emploi présentées jusqu'ici et le tableau 2.12, celles sur les % de contrôle. Dans le secteur privé, on constate que 62,9 % de l'emploi est sous contrôle francophone, 24,1 % sous contrôle anglophone et 13 % sous contrôle non canadien. Dans le secteur public, on constate que 80,9 % des emplois sont sous contrôle francophone et 19,1 % sous contrôle anglophone. Enfin, le total de l'emploi des secteurs privé et public apparaît au tableau 2.12. Globalement, 67,1 % de l'emploi est sous contrôle francophone, 22,9 % sous contrôle anglophone et 10 % sous contrôle non canadien.

Tableau 2.11 – Ensemble de l'économie : emploi Recensement, 2003, Québec

	Emploi sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Secteur privé				
Primaire	6 480	14 923	101 503	122 905
Agriculture	1 251	6 629	68 190	76 070
Forêts	242	369	4 054	4 665
Pêche et piégeage	115	2 921	22 799	25 835
Mines, carrières et puits de pétrole	4 871	5 004	6 459	16 335
Secondaire	168 917	188 063	458 180	815 160
Fabrication	163 633	165 826	314 576	644 035
Construction	5 283	22 237	143 604	171 125
Tertiaire	187 719	467 762	1 190 494	1 845 975
Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique	17 774	97 108	138 493	253 375
Commerce de gros	40 844	51 584	108 652	201 080
Commerce de détail	38 260	101 753	304 448	444 460
Finance, assurances et affaires immobilières	16 687	54 438	108 126	179 250
Services privés	74 154	162 880	530 776	767 810
Total privé	363 116	670 748	1 750 176	2 784 040
Secteur public				
Services publics	0	80 037	559 253	639 290
Administration publique	0	84 350	135 700	220 050
Total public	0	164 387	694 953	859 340
Grand total	363 116	835 135	2 445 130	3 643 380

Sources : tableaux 2.1-2.10.

Tableau 2.12 – Ensemble de l'économie : répartition du contrôle en pourcentage, 2003, Québec

	Emploi sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Secteur privé				
Primaire	5,3 %	12,1 %	82,6 %	100 %
Agriculture	1,6 %	8,7 %	89,6 %	100 %
Forêts	5,2 %	7,9 %	86,9 %	100 %
Pêche et piégeage	0,4 %	11,3 %	88,2 %	100 %
Mines, carrières et puits de pétrole	29,8 %	30,6 %	39,5 %	100 %
Secondaire	20,7 %	23,1 %	56,2 %	100 %
Fabrication	25,4 %	25,7 %	48,8 %	100 %
Construction	3,1 %	13 %	83,9 %	100 %
Tertiaire	10,2 %	25,3 %	64,5 %	100 %
Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique	7 %	38,3 %	54,7 %	100 %
Commerce de gros	20,3 %	25,7 %	54 %	100 %
Commerce de détail	8,6 %	22,9 %	68,5 %	100 %
Finance, assurances et affaires immobilières	9,3 %	30,4 %	60,3 %	100 %
Services privés	9,7 %	21,2 %	69,1 %	100 %
Total privé	13 %	24,1 %	62,9 %	100 %
Secteur public				
Services publics	0 %	12,5 %	87,5 %	100 %
Administration publique	0 %	38,3 %	61,7 %	100 %
Total public	0 %	19,1 %	80,9 %	100 %
Grand total	10 %	22,9 %	67,1 %	100 %

Sources : tableau 2.11 et calculs des auteurs.

Rappelons que ces résultats ont été obtenus en utilisant des règles prudentes dans l'attribution du contrôle aux francophones. En effet, en cas de doute, le contrôle a été attribué aux non-francophones. Par contre, nous avons présumé que les petites firmes anglophones et francophones appartenant à une même catégorie d'emploi étaient de la même taille. Or, il semble plausible, d'après les résultats des études antérieures dans le domaine, que les firmes anglophones (et étrangères) soient légèrement plus grosses que les firmes francophones. Comme cette hypothèse est également utilisée pour calculer la propriété en 1991, ceci permet une meilleure comparaison entre 1991 et 2003. Finalement, mentionnons que nous avons attribué le contrôle par groupe linguistique des firmes de 10 employés et moins selon l'appartenance des firmes de 11 à 24 employés : ceci sous-estime probablement légèrement le contrôle francophone.

CHAPITRE 3 : L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ DES ENTREPRISES, 1961-2003

Dans ce chapitre, nous examinerons l'évolution sur plus de 40 ans de la présence francophone comme employeur au Québec. La période retenue a été marquée par un ensemble de changements structurels (Révolution tranquille, privatisation d'entreprises publiques, accord de libre-échange Canada-États-Unis (1989) et Canada-États-Unis-Mexique (1993)) et divers événements conjoncturels (chocs pétroliers, récessions de 1981-1982 et de 1990-1992, ralentissement de 2001).

Avant de procéder plus avant, signalons que si la comparabilité des résultats par secteur entre 1987, 1991 et 2003 est élevée, la comparabilité des résultats par secteur de 1961 ou 1978 entre eux, ou avec ceux de 1987, 1991 et 2003 est moins bonne. Ceci s'explique par la disponibilité de données de sources identiques (1987 et 1991, FCE/EPA) ou similaires (2003, REQ/Recensement) pour les trois dernières années. Malgré ces difficultés, nous présentons au tableau 3.1 les résultats de cinq années pour l'ensemble de l'économie qui sont fort comparables et par grands secteurs.

Si l'on se penche tout d'abord sur le contrôle de l'ensemble de l'économie, on observe un net progrès des francophones de 1961 à 2003, puisque leur contrôle de l'économie s'accroît de 20 points de pourcentage, ou de presque 0,5 point de pourcentage sur une base annuelle linéarisée. Cette croissance se fait aussi bien aux dépens des anglophones que des non-Canadiens qui perdent respectivement presque la moitié et le quart de leur part du contrôle pendant la période, étant entendu que le changement en points de pourcentage est plus élevé pour les anglophones. Un résultat intéressant est que sur une base annuelle, la croissance du contrôle francophone se fait au taux de 0,48 point de pourcentage de 1961 à 1978, de 0,74 point de pourcentage de 1978 à 1987 et de 0,88 point de pourcentage de 1987 à 1991. Les données semblent donc indiquer une accélération de la prise de contrôle de l'économie du Québec par les francophones de 1978 à 1991. Ce progrès des francophones a fortement ralenti de 1991 à 2003 avec une croissance de 2 points de pourcentage des francophones, soit moins de 0,2 % par année. Énoncé différemment, en 13 ans, de 1978 à 1991, la part des francophones s'est accrue de 10 points de pourcentage alors qu'en 12 ans, de 1991 à 2003, elle ne s'est accrue que de 2 points de pourcentage. Pour expliquer ceci, il faut considérer une analyse secteur par secteur de la période 1978-1991 effectuée selon l'ordre du tableau 3.1.

Tableau 3.1 – Comparaison de la propriété des employeurs du Québec par secteur : 1961, 1978, 1987, 1991, 2003, pourcentage de contrôle[1]

Année	Emploi sous contrôle (%)			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Agriculture				
1961	0	8,7	91,3	100
1978	0	8,2	91,8	100
1987	0,3	12,2	87,5	100
1991	0,7	2,3	97	100
2003	1,6	8,7	89,6	100
Forêts				
1961	ND	ND	ND	ND
1978	37,7	28,9	33,4	100
1987	0	7,7	92,3	100
1991	1	11,3	87,7	100
2003	5,2	7,9	86,9	100
Mines				
1961	40,4	53,1	6,5	100
1978	64,9	18,1	17	100
1987	24,6	40,4	35	100
1991	24,1	45,9	30	100
2003	29,8	30,6	39,5	100
Fabrication				
1961	31,3	47	21,7	100
1978	33,5	38,6	27,8	100
1987	22,5	38,2	39,3	100
1991	24,5	33,5	42	100
2003	25,4	25,7	48,8	100
Construction				
1961	14,1	35,2	50,7	100
1978	7,1	18,5	74,4	100
1987	2,7	21,8	75,5	100
1991	3,1	10,1	86,8	100
2003	3,1	13	83,9	100

Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique				
1961	8,3	55,3	36,4	100
1978	4,4	53,4	42,2	100
1987	4,9	50,2	44,9	100
1991	4,3	44,8	50,9	100
2003	7	38,3	54,7	100
Commerce				
1961	11,5	39,3	50,4	100
1978	17	32	51	100
1987	8,2	34	57,8	100
1991	10,2	23,7	66,1	100
2003	12,3	23,8	64	100
Institutions financières				
1961	21,1	53,1	25,8	100
1978	12,1	43,1	44,8	100
1987	7,2	34,6	58,2	100
1991	7,6	38,7	53,7	100
2003	9,3	30,4	60,3	100
Services				
1961	0	28,6	71,4	100
1978	3,8	21,2	75	100
1987	2,7	21,6	75,7	100
1991	3,6	19,6	76,8	100
2003	5,3	17,3	77,5	100
Administration publique				
1961	0,5	47,7	51,8	100
1978	0	32,8	67,2	100
1987	0	33	67	100
1991	0	34,8	65,2	100
2003	0	38,3	61,7	100

Total				
1961	13,6	39,3	47,1	100
1978	13,9	31,2	54,8	100
1987	7,8	30,6	61,6	100
1991	8,7	26,2	65,1	100
2003	10	22,9	67,1	100

ND : non disponible.

[1]Voir le texte pour une discussion sur la comparabilité des données.

Sources : pour l'année 2003; tableau 2.12 de cette étude;
pour les années 1961, 1978, 1987 et 1991; F. Vaillancourt et M Leblanc, *La propriété de l'économie du Québec en 1991 selon le groupe d'appartenance linguistique*, tableau 3.2.

Agriculture

Dans ce secteur, sur quarante ans, la propriété francophone a peu varié. Les variations de 1978 à 1987, puis de 1987 à 1991 sont dans le premier cas dues au changement de la source des données utilisées et dans le second, à une erreur de mesure dans l'importance des petits fermiers anglophones.

Forêts

Dans ce secteur, la hausse considérable du contrôle francophone de 1978 à 1987 est le résultat d'un changement de la source des données utilisées. En effet, les données de 1978 portaient sur les établissements, alors que celles de 1987 et 1991 portaient sur les entreprises. Or, dans le domaine des forêts, il y a beaucoup d'établissements appartenant à des entreprises rattachées au secteur des pâtes et papier. Les changements de 1987 à 2003 sont peu importants et reflètent sans doute les changements dans l'importance relative de l'activité forestière et papetière de l'une ou l'autre entreprise[20].

Mines

L'évolution de la propriété dans ce secteur dépend en bonne partie du niveau d'activité de quelques grosses firmes en exploitation (Iron Ore, Asbestos, etc.) et de l'activité d'exploration minière, en particulier pour l'or. Ceci dit, on note une tendance marquée de croissance de la propriété francophone de 1961 à 2003.

20. L'attribution d'une entreprise au secteur des forêts, au secteur du bois ou au secteur du papier est le choix le plus difficile dans cette étude et dans nos études antérieures.

Fabrication

Dans la fabrication, on observe un progrès régulier de l'emploi francophone de 1961 à 2003. Les résultats agrégés masquent cependant des évolutions variant selon le sous-secteur. C'est pourquoi nous présentons au tableau 3.2 les résultats par industrie pour la période 1978-2003.

Tableau 3.2 – Comparaison de la propriété des employeurs du secteur manufacturier du Québec par sous-secteur : pourcentage de contrôle, 1978, 1987 et 1991

Année	Emploi sous contrôle (%)			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
Aliments et boissons				
1978	33,9	27,3	38,8	100
1987	22,6	23,2	54,2	100
1991	19,1	24,8	56,1	100
2003	20,8	26,3	53	100
Tabac				
1978	100	0	0	100
1987	99,3	0,1	0,6	100
1991	97,1	2,8	0,1	100
2003	56,1	41,5	2,3	100
Caoutchouc et produits en matière plastique				
1978	48,9	28,4	22,7	100
1987	28,6	34,2	37,2	100
1991	27,5	32	40,5	100
2003	42,8	16,2	41	100
Cuir				
1978	18,2	47,7	34,1	100
1987	5,7	57,6	36,7	100
1991	8,3	46,2	45,5	100
2003	7,6	37,8	54,7	100

Textile				
1978	31,4	59,4	9,2	100
1987	23,7	66,6	9,7	100
1991	32,8	54,1	13,8	100
2003	30	41,9	28,1	100
Habillement				
1978	6,4	78,9	14,7	100
1987	3,7	71,5	24,8	100
1991	5,4	66,3	28,3	100
2003	6,3	53	40,7	100
Bois				
1978	3,7	14,1	82,2	100
1987	1,9	7,7	90,4	100
1991	7,4	9	83,6	100
2003	7,1	18	74,9	100
Meuble et articles d'ameublement				
1978	11,2	37,7	51	100
1987	5	29,1	65,9	100
1991	2,5	25,8	71,7	100
2003	6,1	19,9	74	100
Papiers et produits en papier				
1978	33,3	44,2	22,6	100
1987	12	51,8	36,2	100
1991	32,8	38,6	28,6	100
2003	50,8	19	30,2	100
Imprimerie, édition et industries connexes				
1978	9,7	35,1	55,2	100
1987	5,3	33,9	60,8	100
1991	5,7	27,1	67,2	100
2003	8,1	17,2	74,8	100
Première transformation des métaux				
1978	28,3	58,1	13,5	100
1987	22	57,3	20,7	100
1991	26,1	48,7	25,2	100
2003	34,2	47,7	18,1	100

Produits métalliques				
1978	26,4	39,1	34,5	100
1987	8,8	40,9	50,3	100
1991	7,9	32,3	59,8	100
2003	6,8	22,3	70,9	100
Machinerie (sauf électrique)				
1978	53,6	25,5	20,9	100
1987	33,3	25,1	41,6	100
1991	26	22,3	51,7	100
2003	19,3	16,5	64,2	100
Matériel de transport				
1978	45,6	18	36,4	100
1987	43,9	7,3	48,8	100
1991	54,8	7,7	37,5	100
2003	32,1	14,7	53,2	100
Produits électriques et électroniques				
1978	57,4	37,4	5,2	100
1987	47,2	44,2	8,6	100
1991	42,6	44,6	12,8	100
2003	61,2	23,8	15	100
Produits minéraux non métalliques				
1978	40,4	22,7	36,9	100
1987	26,7	22,1	51,2	100
1991	31,2	15,5	53,3	100
2003	35,2	13	51,8	100
Produits du pétrole et du charbon				
1978	97,4	0	2,6	100
1987	56,7	25,2	18,1	100
1991	80,1	1,9	18	100
2003	72,1	14,5	13,4	100
Industries chimiques				
1978	79,5	9,4	11,1	100
1987	60,7	21	18,3	100
1991	62,4	17,9	19,7	100
2003	57	21	22	100

Divers				
1978	50,5	25,7	23,8	100
1987	43,1	23,9	33	100
1991	22,4	33,6	44	100
2003	20,8	30,4	48,8	100
Total				
1978	33,5	38,6	27,8	100
1987	22,5	38,2	39,3	100
1991	24,5	33,5	42	100
2003	25,5	25,7	48,8	100

Sources : pour l'année 2003; tableau 2.2 de cette étude;

pour l'année 1991; F. Vaillancourt et M. Leblanc, *La propriété de l'économie du Québec en 1991 selon le groupe d'appartenance linguistique*, tableau 2.2A;

pour l'année 1987; F. Vaillancourt et J. Carpentier, *Le contrôle de l'économie du Québec - la place des francophones en 1987 et son évolution depuis 1961*, tableau 2.2.A;

pour l'année 1978; A. Raynauld et F. Vaillancourt, *L'appartenance des entreprises : le cas du Québec en 1978*, tableau II.13, p. 50.

On constate que, dans certains secteurs tel le tabac, la structure de la propriété est demeurée pour l'essentiel inchangée de 1978 à 1991 mais que le contrôle anglophone a varié de façon importante de 1991 à 2003; alors que dans d'autres, telle la fabrication de machines, la propriété francophone a plus que doublé de 1978 à 2003. Parfois, ce sont des événements très précis qui expliquent les changements, tels que les prises de contrôle par Bombardier (francophone) de Canadair (anglophone) et de la Consolidated Bathurst (francophone) par Stone (non canadien) qui ont accru le contrôle francophone en équipement de transport de 1978 à 1987, et le contrôle non canadien dans les secteurs du papier et du bois de 1987 à 1991. Dans d'autres cas, ce sont des tendances plus graduelles qui sont en cause comme la croissance de Quebecor et du Groupe Trans-Canada en imprimerie et édition. On note aussi des changements dans le secteur de fabrication du matériel de transport entre 1991 et 2003, causés à la fois par la fermeture de l'usine de General Motors de Sainte-Thérèse et par la croissance des activités de Bombardier.

Construction

On observe ici une augmentation importante du contrôle francophone de 1961 à 2003. Ceci s'explique en partie par un déplacement de l'activité de construction de l'Île de Montréal, où l'on trouve des entrepreneurs anglophones, vers le reste du Québec, y compris la périphérie de Montréal, où œuvrent presque exclusivement des francophones.

Transport, communications et utilités publiques

Dans ce secteur, la croissance du contrôle francophone de 1961 à 2003 s'explique, à partir de 1978, surtout par une présence accrue dans le transport et l'entreposage, elle-même causée en partie par l'absence de croissance ou même la décroissance de l'emploi au sein des grandes entreprises de transport (Air Canada, Canadien National, Canadien Pacifique, etc.) et par la croissance des firmes de camionnage. Il y a peu de variation dans le secteur des communications ou des utilités publiques[21].

Commerce

Dans ce secteur, un des facteurs expliquant les variations du contrôle par l'un ou l'autre groupe sont des transactions telles que l'achat de Steinberg (anglophone) par Socanav (francophone), l'achat de Provigo (francophone) par Loblaws (anglophone) ou encore l'arrivée de Wal-Mart au Canada.

Institutions financières

Ce secteur est celui où la propriété francophone a crû le plus rapidement de 1961 à 2003, et ce, à cause de la croissance d'entreprises francophones tel le Mouvement Desjardins, le plus gros employeur du Québec en 2003.

21. De 1961 à 1978, il y a eu la nationalisation de la Shawinigan Light and Power et la prise de contrôle par la famille Chagnon des prédécesseurs de Vidéotron.

Services

Ce secteur, le plus important en nombre d'emplois, a vu sa propriété francophone évoluer très lentement de 1961 à 2003. Ceci s'explique entre autres par le peu de changements dans les services publics au cours de cette période.

Administration publique

La légère réduction du contrôle francophone est imputable à l'importance plus grande en 2003 qu'en 1991 des emplois de l'administration fédérale.

Pour l'ensemble de l'économie, la croissance du contrôle francophone de 1991 à 2003 s'explique, comme pour les périodes de 1978 à 1987 et de 1987 à 1991, davantage par la montée, dans tous les secteurs, de la part des francophones (84 % du changement pour 1991-2003, 90 % pour 1987-1991 et 70 % pour 1978-1987) que par la croissance de l'importance des secteurs à forte propriété francophone[22].

L'étude de nos résultats, secteur par secteur, nous amène à conclure qu'ils sont dans l'ensemble plausibles. Ainsi, les changements de contrôle importants qui se sont produits de 1991 à 2003 (Provigo, Benson & Hedges) sont clairement visibles.

22. Ces pourcentages ont été calculés à l'aide de la formule suivante : Pourcentage de l'économie francophone 91 ! Pourcentage de l'économie francophone 87 = d Pi Ei87 + d Ei Pi87 + d Pi d Ei
où
d Pi = Pi91 ! Pi87, d Ei = Ei91 ! Ei87;
Pi = le pourcentage de contrôle francophone de chacun des dix secteurs du tableau 3.1;
Ei = la part dans l'emploi total de l'économie de chacun des dix secteurs du tableau 3.1 (tableau 2.11).
Le terme d'interaction d Pi d Ei est exclu du calcul.

CONCLUSION

Le contrôle de l'économie du Québec par les francophones s'est accru de façon continue de 1961 à 2003. Mesuré en nombre d'emplois, il est passé d'un peu moins de la moitié à un peu plus des deux tiers de l'économie au cours de cette période. Les auteurs de l'étude de 1993 concluaient : *Au cours des prochaines années, les accords de libre-échange nous semblent susceptibles d'accroître la présence non francophone au sein de l'économie du Québec et celle des francophones hors du Québec.* (Vaillancourt et Leblanc, 1993, p. 50). Nos résultats indiquent qu'il y a eu croissance de la présence non francophone étrangère au Québec de 1991 (8,7 %) à 2003 (10 %), ce qui correspond au premier élément de ces attentes. Cependant, la réduction de la présence canadienne anglophone a été telle que la présence francophone s'est de nouveau accrue. Au cours de la décennie en cours, il nous semble que la propriété francophone de l'économie québécoise est peu susceptible de croître; de fait, on approche probablement d'un maximum de l'ordre de 70-75 %. Quant au deuxième élément de ces attentes, il est traité par Vaillancourt et Russo (2005) qui constate qu'il y a eu croissance de l'emploi hors Québec sous contrôle francophone, ce qui correspond aux attentes de Vaillancourt et Leblanc. L'ampleur de cette croissance, mesurée pour un échantillon de trente grandes firmes québécoises principalement sous contrôle francophone, est phénoménale; cet emploi est passé d'environ 15 000 en 1990 à plus de 190 000 en 2003, soit un accroissement de 1 300 %. Cette croissance ralentira sans doute au cours de la prochaine décennie, mais la présence des firmes québécoises hors Québec nous semble bien enracinée.

ANNEXE A

TABLEAU A.1 – IMPORTANCE DES EMPLOIS AU SEIN DES FIRMES DE 10 EMPLOYÉS ET MOINS, 1998, QUÉBEC

Secteur Primaire	% de 1 à 4 (1)	% de 5 à 19 (2)	% modifié pour 5 à 10 (3)	Somme de (1) et (3)
Agriculture (01, 02)	56,5	25,3	10,1	66,6
Forêts (04, 05)	27,8	22,2	8,9	36,7
Pêche et piégeage (03)	64,3	35,7	14,3	78,6
Mines, carrières et puits de pétrole (06 à 09)	2,3	5,7	2,3	4,6

Secteur secondaire	% de 1 à 4 (1)	% de 5 à 19 (2)	% modifié pour 5 à 10 (3)	Somme de (1) et (3)
Industries manufacturières				
Aliments et boissons (10, 11)*	3,8 2,7	8,6 4,1	3,4 1,6	7,2 4,3
Tabac (12)	0	4,5	1,8	1,8
Caoutchouc et produits en matière plastique (15, 16)*	1,4 2,6	5,8 9,3	2,3 3,7	3,7 6,3
Cuir (17)	5,4	7,1	2,8	8,2
Textile (18, 19)*	0,9 3,1	4,3 8,6	1,7 3,4	2,6 6,5
Habillement (24)	4,3	12,7	5,1	9,4
Bois (25)	4,6	13,1	5,2	9,8
Meuble et articles d'ameublement (26)	5,4	12,1	4,8	10,2
Papiers et produits en papier (27)	0,5	1,4	0,6	1,1

Imprimerie, édition et industries connexes (28)	5,7	12,7	5,1	10,8
Première transformation des métaux (29)	0,7	2,2	0,9	1,6
Produits métalliques (30)	6,7	16,3	6,5	13,2
Machinerie (sauf électrique) (31)	5,7	14,9	6	11,7
Matériel de transport (32)	1,4	3,4	1,4	2,8
Produits électriques et électroniques (33)	1,6	4,9	2	3,6
Produits minéraux non métalliques (35)	3,9	9,3	3,7	7,6
Produits du pétrole et du charbon (36)	0	3,8	1,5	1,5
Industries chimiques (37)	1,9	5,2	2,1	4
Autres industries manufacturières (39)	7,3	13,6	5,4	12,7
Construction (40, 42, 44)	31,2	32,8	13,1	44,3

Secteur tertiaire	% de 1 à 4 (1)	% de 5 à 19 (2)	% modifié pour 5 à 10 (3)	Somme de (1) et (3)
Transport, entreposage, communications et autres services d'utilité publique				
Transport et entreposage (45, 46, 47)	12,3	15,1	6	18,3
Communications (48)	1,7	2,8	1,1	2,8
Services publics (49)	2,6	3,3	1,3	3,9

Commerce				
Commerce de gros (50 à 59)	9,9	21,1	8,4	18,3
Commerce de détail (60 à 69)	13,8	20,6	8,2	22
Finance, assurances et affaires immobilières				
Finance (70, 71, 72, 74)	3,9	7,7	3,1	7
Assurances (73)	1,5	1,1	0,4	1,9
Affaires immobilières (75, 76)	19,9	25,3	10,1	30
Services socioculturels, commerciaux et personnels				
Enseignement (85)	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Services de santé et services sociaux (86)	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Autres				
Divertissements et loisirs (96)	14,3	22,8	9,1	23,4
Services aux entreprises (77)	15,1	16,5	6,6	21,7
Services personnels (91, 92, 97)*	14,5 34,4	30,4 30,8	12,2 12,3	26,7 46,7
Associations (98)	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Autres services (99)	19	26,7	10,7	29,7
Administration publique				
Fédérale (81)	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Provinciale (82)	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Locale (83)	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.

*Pour ces secteurs, le nombre d'employés pour chaque sous-secteur a été additionné à la fin.

Source : données non publiées, courtoisie de Sylvain Melançon, Industrie et Commerce, Québec. Ceci est une mise à jour de l'étude intitulée *Les PME au Québec : état de la situation 1999*, Québec., Institut de la statistique et Industrie et Commerce, consultée à http://www.mic.gouv.qc.ca/dgae/PME-99/.

TABLEAU A.2 – PROPRIÉTÉ PAR SECTEUR ET TAILLE DÉTAILLÉE, 2003, QUÉBEC

Agriculture (01, 02)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	840	4 201	38 653	43 694
11 à 49	90	825	7 515	8 430
50 et plus	149	691	12 643	13 483
Total	1 079	5 717	58 811	65 607
%	1,6 %	8,7 %	89,6 %	100 %

Forêts (04, 05)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	715	1 430	9 650	11 795
11 à 49	180	735	5 957	6 872
50 et plus	775	375	12 320	13 470
Total	1 670	2 540	27 927	32 137
(%)	5,2 %	7,9 %	86,9 %	100 %

Pêche et piégeage (03)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	289	2 888	3 177
11 à 49	18	93	330	441
50 et plus	0	75	349	424
Total	18	457	3 567	4 042
(%)	0,4 %	11,3 %	88,2 %	100 %

Mines, carrières et puits de pétrole (06 à 09)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	21	103	535	659
11 à 49	112	162	1 236	1 510
50 et plus	4 142	4 127	3 898	12 167
Total	4 275	4 392	5 669	14 336
(%)	29,8 %	30,6 %	39,5 %	100 %

Aliments et boissons (10, 11)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	86	1 328	2 450	3 864
11 à 49	540	2 624	5 803	8 967
50 et plus	10 935	10 691	21 245	42 871
Total	11 561	14 643	29 498	55 702
(%)	20,8 %	26,3 %	53 %	100 %

Tabac (12)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	11	11	22
11 à 49	0	93	18	111
50 et plus	694	409	0	1 103
Total	694	513	29	1 236
(%)	56,1 %	41,5 %	2,3 %	100 %

Caoutchouc et produits en matière plastique (15, 16)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	115	1 498	1 613
11 à 49	565	1 215	3 420	5 200
50 et plus	12 285	3 536	7 393	23 214
Total	12 850	4 866	12 311	30 027
(%)	42,8 %	16,2 %	41 %	100 %

Cuir (17)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	149	149	298
11 à 49	0	425	407	832
50 et plus	275	798	1 431	2 504
Total	275	1 372	1 987	3 634
(%)	7,6 %	37,8 %	54,7 %	100 %

Textile (18, 19)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	344	649	993
11 à 49	127	1 790	1 647	3 564
50 et plus	5 428	5 624	2 917	13 969
Total	5 555	7 758	5 213	18 526
(%)	30 %	41,9 %	28,1 %	100 %

Habillement (24)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	3 223	1 842	5 065
11 à 49	190	6 715	5 702	12 607
50 et plus	3 195	18 607	14 412	36 214
Total	3 385	28 545	21 956	53 886
(%)	6,3 %	53 %	40,7 %	100 %

Bois (25)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	152	76	4 329	4 557
11 à 49	162	637	9 445	10 244
50 et plus	3 003	7 648	21 068	31 719
Total	3 317	8 361	34 842	46 520
(%)	7,1 %	18 %	74,9 %	100 %

Meuble et articles d'ameublement (26)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	202	2 427	2 629
11 à 49	0	352	6 100	6 452
50 et plus	1 573	4 570	10 556	16 699
Total	1 573	5 124	19 083	25 780
(%)	6,1 %	19,9 %	74 %	100 %

Papiers et produits en papier (27)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	23	68	365	456
11 à 49	224	708	1 288	2 220
50 et plus	20 785	7 100	10 874	38 759
Total	21 032	7 876	12 527	41 435
(%)	50,8 %	19 %	30,2 %	100 %

Imprimerie, édition et industries connexes (28)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	273	1 093	3 188	4 554
11 à 49	460	2 205	8 025	10 690
50 et plus	2 667	3 943	20 318	26 928
Total	3 400	7 241	31 531	42 172
(%)	8,1 %	17,2 %	74,8 %	100 %

Première transformation des métaux (29)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	40	93	346	479
11 à 49	90	814	1 836	2 740
50 et plus	10 134	13 396	3 235	26 765
Total	10 264	14 303	5 417	29 984
(%)	34,2 %	47,7 %	18,1 %	100 %

Produits métalliques (30)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	212	847	4 303	5 362
11 à 49	645	2 020	9 972	12 637
50 et plus	1 905	6 177	14 537	22 619
Total	2 762	9 044	28 812	40 618
(%)	6,8 %	22,3 %	70,9 %	100 %

Machinerie (sauf électrique) (31)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	152	304	1 217	1 673
11 à 49	1 057	737	3 172	4 966
50 et plus	1 545	1 320	4 800	7 665
Total	2 754	2 361	9 189	14 304
(%)	19,3 %	16,5 %	64,2 %	100 %

Matériel de transport (32)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	85	298	808	1 191
11 à 49	222	628	1 792	2 642
50 et plus	13 349	5 306	20 043	38 698
Total	13 656	6 232	22 643	42 531
(%)	32,1 %	14,7 %	53,2 %	100 %

Produits électriques et électroniques (33)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	37	446	780	1 263
11 à 49	437	1 720	1 760	3 917
50 et plus	20 991	6 182	2 739	29 912
Total	21 465	8 348	5 279	35 092
(%)	61,2 %	23,8 %	15 %	100 %

Produits minéraux non métalliques (35)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	24	169	795	988
11 à 49	112	552	2 014	2 678
50 et plus	4 438	971	3 925	9 334
Total	4 574	1 692	6 734	13 000
(%)	35,2 %	13 %	51,8 %	100 %

Produits du pétrole et du charbon (36)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	18	18	36	72
11 à 49	111	111	110	332
50 et plus	3 345	571	498	4 414
Total	3 474	700	644	4 818
(%)	72,1 %	14,5 %	13,4 %	100 %

Industries chimiques (37)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	138	448	586	1 172
11 à 49	990	1 030	2 397	4 417
50 et plus	15 594	4 680	3 458	23 732
Total	16 722	6 158	6 441	29 321
(%)	57 %	21 %	22 %	100 %

Autres industries manufacturières (39)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	141	1 058	2 891	4 090
11 à 49	555	2 812	5 940	9 307
50 et plus	5 991	5 919	6 894	18 804
Total	6 687	9 789	15 725	32 201
(%)	20,8 %	30,4 %	48,8 %	100 %

Construction (40, 42, 44)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	801	7 205	55 242	63 248
11 à 49	740	7 370	38 628	46 738
50 et plus	2 867	3 978	25 941	32 786
Total	4 408	18 553	119 811	142 772
(%)	3,1 %	13 %	83,9 %	100 %

Transport et entreposage (45, 46, 47)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	1 137	2 957	15 922	20 016
11 à 49	2 382	3 822	18 564	24 768
50 et plus	5 276	21 676	37 642	64 594
Total	8 795	28 455	72 128	109 378
(%)	8 %	26 %	65,9 %	100 %

Communications (48)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	119	474	1 146	1 739
11 à 49	557	1 128	2 490	4 175
50 et plus	3 653	47 491	5 052	56 196
Total	4 329	49 093	8 688	62 110
(%)	7 %	79 %	14 %	100 %

Services publics (49)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	96	96	764	956
11 à 49	334	240	1 464	2 038
50 et plus	224	478	20 795	21 497
Total	654	814	23 023	24 491
(%)	2,7 %	3,3 %	94 %	100 %

Commerce de gros (50 à 59)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	3 989	9 774	20 147	33 910
11 à 49	6 526	15 914	30 106	52 546
50 et plus	27 124	21 848	49 873	98 845
Total	37 639	475 361	100 126	185 301
(%)	20,3 %	25,7 %	54 %	100 %

Commerce de détail (60 à 69)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	538	9 686	70 495	80 719
11 à 49	1 102	14 722	79 346	95 170
50 et plus	29 944	59 590	101 485	191 019
Total	31 584	839 983	251 326	366 908
(%)	8,6 %	22,9 %	68,5 %	100 %

Finance (70, 71, 72, 74)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	117	1 983	6 532	8 632
11 à 49	1 662	3 840	8 181	13 683
50 et plus	2 988	37 246	60 759	100 993
Total	4 767	43 069	75 472	123 308
(%)	3,9 %	34,9 %	61,2 %	100 %

Assurances (73)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	238	106	132	476
11 à 49	344	409	172	925
50 et plus	5 613	4 311	13 676	23 600
Total	6 195	4 826	13 980	25 001
(%)	24,8 %	19,3 %	55,9 %	100 %

Affaires immobilières (75, 76)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	515	3 093	5 928	9 536
11 à 49	702	4 004	7 048	11 754
50 et plus	1 672	2 207	6 617	10 496
Total	2 889	9 304	19 593	31 786
(%)	9,1 %	29,3 %	61,6 %	100 %

Divertissements et loisirs (96)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	4 023	12 996	17 019
11 à 49	0	4 932	14 652	19 584
50 et plus	4 355	4 719	27 052	36 126
Total	4 355	13 674	54 700	72 729
(%)	6 %	18,8 %	75,2 %	100 %

Services aux entreprises (77)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	5 749	6 611	30 756	43 116
11 à 49	7 638	8 568	32 223	48 429
50 et plus	20 474	16 994	69 676	107 144
Total	33 861	32 173	132 655	198 689
(%)	17 %	16,2 %	66,8 %	100 %

Services personnels (91, 92, 97)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	481	19 243	50 995	70 719
11 à 49	1 120	29 364	64 366	94 850
50 et plus	10 620	16 774	44 580	71 974
Total	12 221	65 381	159 941	237 543
(%)	5,1 %	27,5 %	67,3 %	100 %

Autres services (99)

Tranche d'emplois	Emplois sous contrôle			Total
	Non canadien	Anglophone canadien	Francophone canadien	
1 à 10	0	4 485	13 456	17 941
11 à 49	380	3 110	10 402	13 892
50 et plus	2 983	3 962	21 630	28 575
Total	3 363	11 557	45 488	60 408
(%)	5,6 %	19,1 %	75,3 %	100 %

BIBLIOGRAPHIE

RAYNAULD, André. *La propriété des entreprises au Québec : les années 60*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1974.

RAYNAULD, André, et François VAILLANCOURT. *L'appartenance des entreprises : le cas du Québec 1978*, Conseil de la langue française, 1984.

VAILLANCOURT, François, et Josée CARPENTIER. *Le contrôle de l'économie du Québec : la place des francophones en 1987 et son évolution depuis 1961*, Office de la langue française, Montréal, 1989.

VAILLANCOURT, François, et Michel LEBLANC. *La propriété de l'économie du Québec en 1991, selon le groupe d'appartenance linguistique*, Office de la langue française, Montréal, 1993.

VAILLANCOURT, François, et Lisa RUSSO. *L'importance des activités hors Québec des entreprises québécoises; un aperçu fondé sur l'emploi*, Conseil supérieur de la langue française, 2005, à paraître.

Conseil supérieur de la langue française
Québec

Siège social
Québec
800, place D'Youville, 13e étage
Québec (Québec) G1R 3P4
Téléphone : (418) 643-2740
Télécopieur : (418) 644-7554
Courriel : cslfq@cslf.gouv.qc.ca

Montréal
Tour de la Bourse, 4e étage, bureau 410
800, rue du Square-Victoria, C.P. 158
Montréal (Québec) H4Z 1C3
Téléphone : (514) 873-2285
Télécopieur : (514) 873-7863

www.cslf.gouv.qc.ca